

COÛT SALARIAL AU LUXEMBOURG : LA MALADIE IMAGINAIRE

- Si l'on observe l'évolution des coûts totaux de la main-d'œuvre, salaires compris, dans l'économie marchande, le Luxembourg se situe en position intermédiaire avec une hausse annuelle moyenne de 3,4%.
- Le CSU réel demeure à un niveau inférieur à sa moyenne historique, et surtout, nettement inférieur au niveau atteint lors de la précédente crise de 2001.
- Le glissement du CSU réel au CSU nominal par le patronat n'est pas anodin puisque le second permet de dire que le Luxembourg perd en compétitivité, alors que le premier ne le permet pas.
- Alors que les entreprises luxembourgeoises sont nettement plus rentables qu'en Allemagne, que la part de la richesse produite revenant aux salariés luxembourgeois est nettement plus faible qu'en Allemagne, en fait, en se référant au CSU nominal, le patronat luxembourgeois exprime son souhait d'« en vouloir encore plus ».

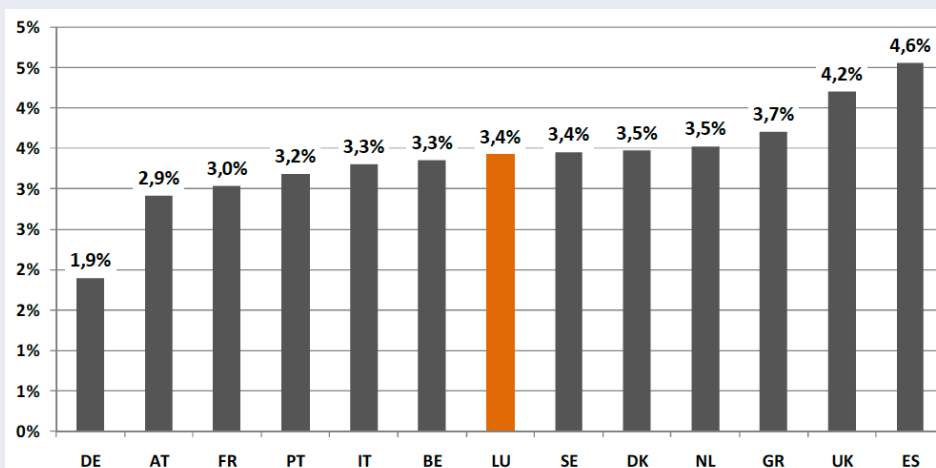
La dernière édition du « Bilan de la compétitivité » fait apparaître une forte hausse du CSU réel en 2009. Cette progression purement conjoncturelle ne provient pas en réalité de l'augmentation des salaires, mais, d'une part, de la forte contraction du PIB et, d'autre part, non seulement du maintien de l'emploi en 2009, notamment grâce aux mesures de chômage partiel (avec la prise en charge d'une partie des salaires par le Fonds pour l'emploi), mais aussi de la progression encore légèrement positive de celui-ci.

Toutefois, malgré cette hausse, **le CSU réel demeure à un niveau inférieur à sa moyenne historique et, surtout, nettement inférieur au niveau atteint lors de la précédente crise de 2001.**

Les coûts totaux de la main-d'œuvre progressent dans la moyenne

Ceci n'empêche pourtant pas les inquiétudes de certains de fleurir à propos de la hausse des coûts salariaux qui serait insoutenable pour les entreprises luxembourgeoises. Pourtant, si l'on observe l'évolution des coûts totaux de la main-d'œuvre dans l'économie marchande, le Luxembourg se situe en position intermédiaire avec une hausse annuelle moyenne de 3,4% sur la dernière décennie, et ce, donc, en dépit de cette hausse « prohibitive » des seuls coûts salariaux.

Industrie et services marchands - Progression annuelle moyenne de l'indice du coût total de la main-d'œuvre - 2000 - 2009



Source : Eurostat (données manquantes pour l'Irlande et la Finlande)

D'où proviennent ces inquiétudes concernant les coûts de la main-d'œuvre luxembourgeoise qui progressent pourtant à un rythme moyen parmi les pays de l'UE15 ?

Une comparaison réductrice avec l'Allemagne

À la vue du graphique précédent, on comprend aisément la volonté pour certains de systématiquement comparer les coûts luxembourgeois à ceux de l'Allemagne. Pour le patronat luxembourgeois, il serait en effet bien tentant d'imiter les progressions des coûts salariaux allemands, tout en conservant bien évidemment la croissance luxembourgeoise, car n'oublions pas qu'en plus de sa faible croissance salariale, l'Allemagne a aussi connu une des plus faibles croissances d'Europe !

Récemment encore, a été dénoncée la dérive des coûts salariaux luxembourgeois qui auraient augmenté de 33,4% au Luxembourg pendant qu'ils n'augmentaient que de 8% en Allemagne et de 20,8% en France, circonstances qui rendraient difficile d'attirer de nouveaux investisseurs.

Ce qui n'est pas précisé dans cette analyse, c'est que les représentants patronaux recourent en fait au coût salarial unitaire *nominal*. Or, l'utilisation de cet indicateur est sujette à caution comme la CSL l'a déjà souligné à maintes reprises. Sans revenir sur l'ensemble des points méthodologiques déjà soulevés par la CSL¹, notons simplement que le patronat a beau jeu de choisir ses indicateurs selon qu'ils vont ou non dans son sens. À cet égard, notons simplement que **l'UEL, qui utilisait le coût salarial unitaire réel² jusqu'en 2009, utilise désormais le CSU nominal³.**

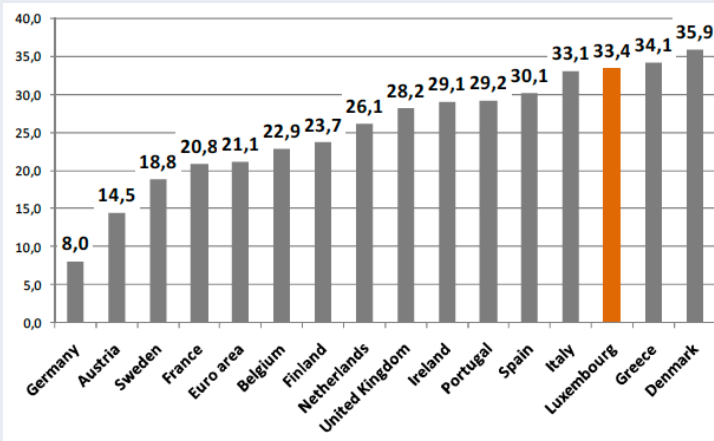
Ce glissement du CSU réel au CSU nominal par le patronat n'est pas anodin, puisque le second indiquerait que le Luxembourg perd en compétitivité alors que le premier contredit cette analyse. En effet, si le CSU nominal luxembourgeois compte parmi les plus fortes progressions de l'UE15, pour le CSU réel, c'est l'inverse.

¹ CSL, *Econews* 3/2010, « Coûts unitaires : du travail au capital, c'est le second qui pénalise le premier » : <http://www.csl.lu/econews>

² UEL, « L'UEL en 2008, Bilan et perspectives », mai 2009, p. 50.

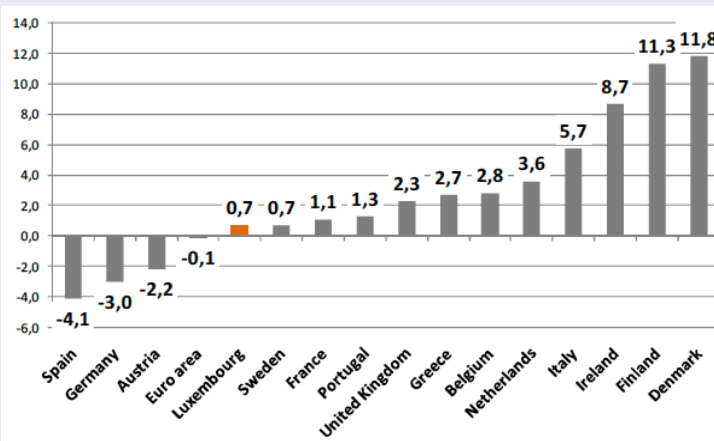
³ UEL, « Annuaire de la compétitivité 2010 », p. 7 et 21.

Progression du CSU Nominal - 2000 - 2009



Source : Ameco

Progression du CSU Réel - 2000 - 2009



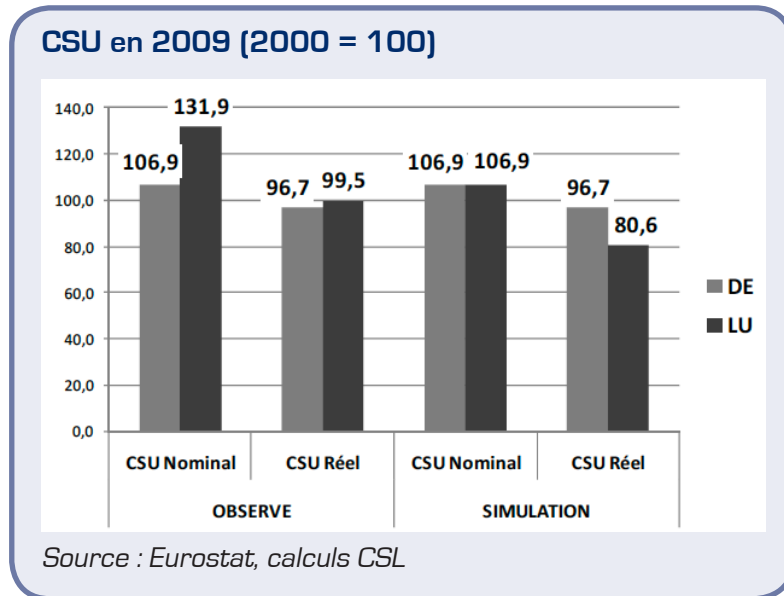
Source : Ameco

Pourquoi avons-nous donc au Luxembourg un CSU nominal qui progresse nettement plus rapidement que dans les pays voisins, alors que pour le CSU réel, le constat est totalement différent ?

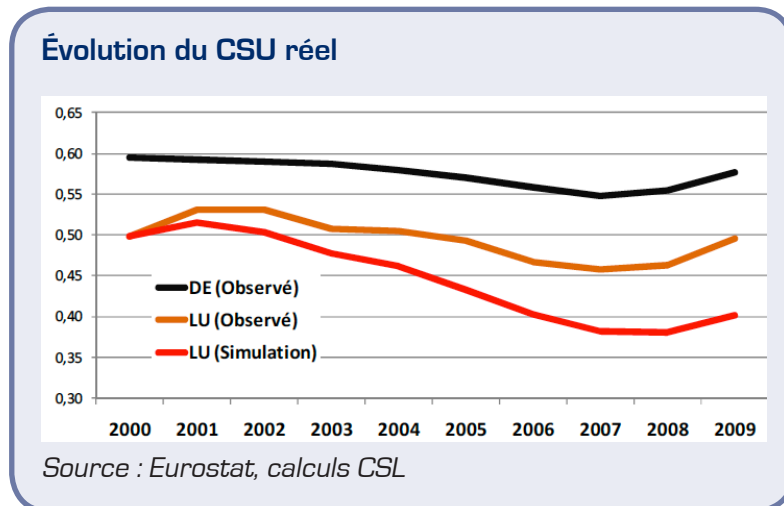
Un alignement sur le CSU nominal allemand diminuerait fortement la part des salaires dans la valeur ajoutée

La réponse est très simple, elle tient simplement à l'évolution du déflateur du PIB, en d'autres termes, du prix du PIB, lequel est différent de l'inflation. En fait, avec le CSU nominal, on compare des salaires aux prix de 2009 avec un PIB au prix de 2000. Le prix du PIB progressant plus rapidement au Luxembourg, cela se traduit par un CSU nominal qui progresse logiquement plus rapidement.

Le seul moyen d'obtenir un CSU nominal progressant moins rapidement serait alors d'accorder une part de la richesse produite de plus en plus faible aux salariés (ce qui pourrait aussi passer par une contraction de l'emploi). Et que se serait-il passé si le CSU nominal avait progressé au rythme allemand depuis 2000 ? Le graphique suivant montre que cela se serait traduit par une baisse drastique du CSU réel⁴, à savoir la part des salaires dans le PIB.



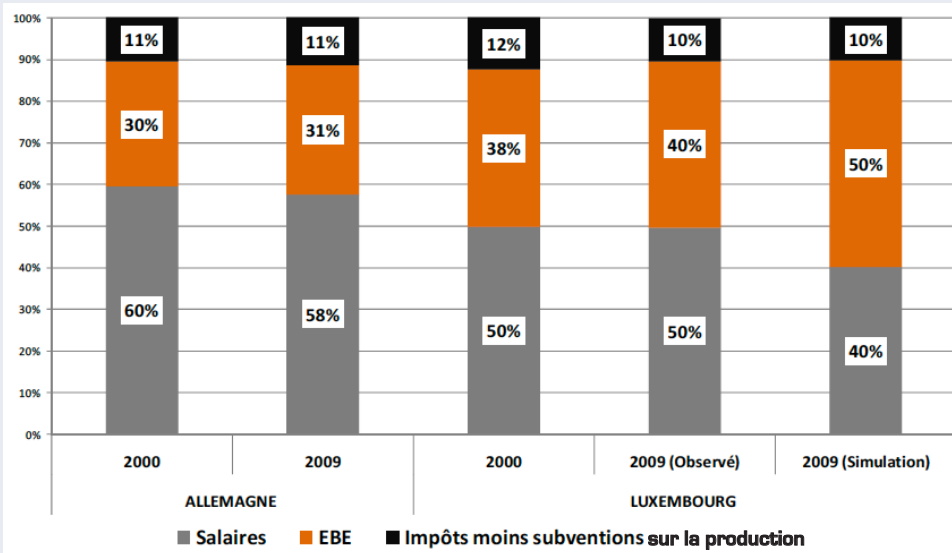
Ainsi, alors même que le CSU réel est déjà inférieur à celui de l'Allemagne, l'écart entre l'Allemagne et le Luxembourg se serait encore accru.



La conséquence aurait donc été une part de plus en plus faible de la richesse monétaire, soit du PIB, accordée aux salariés et une part de plus en plus grande allouée... aux entreprises sous forme de bénéfices d'exploitation (50% au lieu de 40%).

⁴ Les calculs suivants ont été réalisés sur base des données Eurostat. On constate donc un léger décalage avec les données Ameco présentées dans les deux graphiques précédents, lesquelles n'ont pas encore été mises à jour.

Répartition du PIB en pourcentage

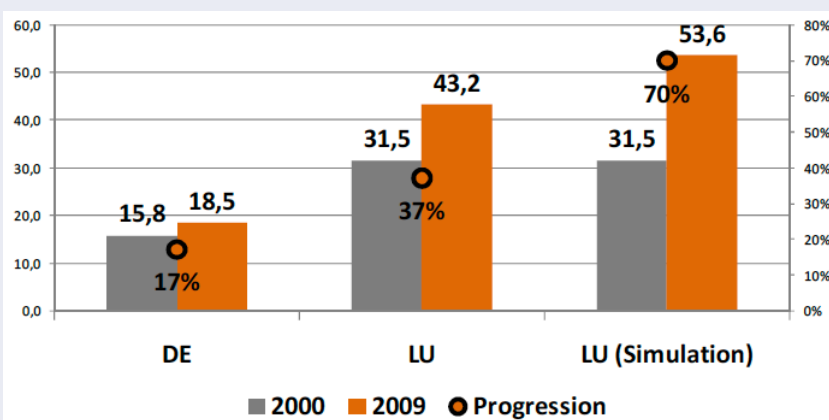


Source : Eurostat, calculs CSL

Or, comme le montre aussi le graphique suivant :

- chaque emploi génère au Luxembourg un bénéfice nettement supérieur : plus du double de l'Allemagne ;
- la progression du bénéfice d'exploitation est nettement plus forte au Luxembourg qu'en Allemagne ;
- l'écart entre le Luxembourg et l'Allemagne se serait encore nettement aggravé si le CSU nominal avait progressé au rythme allemand.

EBE par emploi (milliers d'euros) et progression totale (pourcentage)



Source : Eurostat, calculs CSL



Ainsi, alors que les entreprises luxembourgeoises sont nettement plus rentables qu'en Allemagne, que la part de la richesse produite revenant aux salariés luxembourgeois est nettement plus faible qu'en Allemagne, en fait, en se référant au CSU nominal, le patronat luxembourgeois exprime son souhait d' « en vouloir encore plus ».

Pourtant, il n'est pas vain de rappeler ce que le Statec dit également du CSU nominal : « *le coût salarial unitaire nominal ne prend pas en compte le prix de vente d'un produit sur le marché. À titre d'exemple, une hausse du salaire moyen peut bien être due à un meilleur prix de vente. Le coût salarial unitaire réel, qui divise le coût unitaire nominal par le prix de la valeur ajoutée, corrige ce biais* ». Et de conclure : « *En fait, c'est le coût salarial unitaire réel qui constitue l'indicateur le plus fiable et le plus pertinent permettant de constater si la compétitivité coût d'une économie évolue favorablement ou non* » et, « *à long terme, le CSU réel ne devrait pas trop dévier d'une trajectoire horizontale* »⁴.

Or, même en 2009, avec la forte remontée conjoncturelle du CSU réel en raison de la crise, son niveau demeure nettement inférieur non seulement à celui de l'Allemagne, mais également à sa propre moyenne historique.

⁴ *Kaléidoscope 2006, p.75*